

*Le budget*

• (1515)

C'est un peu comme si vous entriez chez vous un soir, que vous faisiez face à un voleur, et lui disiez: «Il est onze heures du soir, je vais revenir vers cinq heures demain matin, mais d'ici là, tiens-toi tranquille et ne pars avec rien.»

On dit aux grandes familles riches canadiennes qui ont profité du régime des fiducies familiales qu'elles ont un délai de cinq ans leur permettant de vider ces fiducies de leurs réserves et, finalement, la capacité d'utiliser au maximum cette évasion fiscale inacceptable.

Un autre exemple où on aurait pu économiser, c'est en faisant disparaître les doublons dans le secteur de la main-d'œuvre: au Québec seulement, on gaspille 250 millions de dollars par année. Je voulais donner ces deux exemples pour dire que si, effectivement, on avait fait ce qu'il fallait, on n'aurait pas eu à faire des choses aussi aberrantes que des coupures budgétaires pour la seule ferme expérimentale de recherche dans la production ovine au Canada, celle de La Pocatière.

**M. Osvaldo Nunez (Bourassa, BQ):** Madame la Présidente, je prends la parole aujourd'hui dans le cadre du débat sur le Budget de 1995-1996.

En premier lieu, je dois dire que ce Budget est très décevant et dur pour les travailleurs et les plus démunis, ainsi que pour le Québec. Il ne prévoit aucune mesure visant à créer des emplois. Les 800 000 chômeurs et assistés sociaux québécois qui veulent travailler, ne trouvent rien dans ce Budget pour les reconforter. De plus, comme dans celui de l'année dernière, le ministre des Finances annonce de nouvelles coupures à l'assurance-chômage. Cependant, le Québec paiera plus qu'il ne recevra d'assurance-chômage durant l'année 1995. C'est clair que le fédéralisme n'est pas rentable pour le Québec.

Cette année, les travailleurs et les employeurs québécois cotiseront à la caisse 4,8 milliards de dollars tandis que les chômeurs québécois recevront en prestations et en divers services reliés à l'emploi quelque 4,7 milliards de dollars. Le manque à gagner pour le Québec sera donc de l'ordre de 118 millions de dollars. Seulement pour revenir au niveau d'emploi avant la récession, il faudrait créer plus de 800 000 emplois au Canada.

Dans ce sens, le Budget n'apporte donc pas d'espoir aux 1 200 000 chômeurs canadiens recensés par Statistique Canada.

Au contraire, le gouvernement se fixe comme objectif l'élimination de 45 000 emplois dans la fonction publique fédérale, la plus vaste réduction jamais effectuée d'un seul coup dans le secteur public. Ces licenciements massifs de fonctionnaires affecteront très durement les villes d'Ottawa, Hull, Montréal, Toronto et beaucoup de petites villes et d'économies locales. J'exprime ma solidarité avec l'Alliance de la fonction publique du Canada et avec tous les employés qui seront mis à pied.

De plus, le gouvernement menace les revenus des personnes âgées en annonçant la révision des pensions de vieillesse qui

devrait entrer en vigueur en 1997 et qui devrait réduire les bénéficiaires des programmes.

En cette période de coupures draconiennes dans les programmes sociaux, il est presque certain que le gouvernement essaiera de hausser les contributions, de réduire les prestations et de lier la pension au revenu familial. Les milliers de personnes âgées, les chômeurs et les assistés sociaux sont très mécontents de ce Budget, notamment dans mon comté de Bourassa où ces personnes sont très nombreuses.

La contribution du gouvernement fédéral aux programmes sociaux, soit l'aide sociale, la santé et l'éducation passera de 17,3 milliards de dollars en 1994-1995 à 10,3 milliards de dollars en 1997-1998, soit une coupure de 40 p. 100 sur trois ans qui forcera les provinces à effectuer d'autres coupures et il n'y aura aucune compensation.

Cependant, les doublons qui coûtent très cher aux contribuables vont se poursuivre. Le gaspillage se poursuivra également.

• (1520)

D'autre part, le gouvernement ne s'attaque pas aux milliers d'entreprises qui ne paient pas d'impôt, ni aux paradis fiscaux prévus dans les conventions fiscales signées avec d'autres pays. Il ressemble à un budget entièrement dicté par Wall Street. En fait, il ne hausse que de façon provisoire l'impôt sur le capital des banques. Elles vont donc contribuer temporairement pour environ 100 millions de dollars, alors que la Banque royale à elle seule a fait plus de 1,2 milliard de profits en 1994.

Quant aux fiducies familiales que nous, du Bloc québécois, avons dénoncées à maintes reprises, le ministre maintient ces privilèges encore pour cinq ans. Il coupera, au cours des trois prochaines années, 307 millions de dollars au chapitre de la SCHL, ce qui inclut toute la question du logement social, question qui est très importante dans mon comté de Bourassa, à Montréal-Nord. Ce budget inéquitable coupe également 32 millions de dollars aux producteurs laitiers du Québec.

De plus, le gouvernement prévoit des coupures de 1,3 milliard de dollars sur trois ans à l'aide internationale, ce qui va totalement à l'encontre du Livre blanc sur les affaires extérieures du Canada, déposé en février dernier. Venant d'un pays en développement, je suis très sensible à cette question. C'est une honte pour le Canada, qui ne consacrerait que 0,29 p. 100 du PNB à la coopération internationale, tandis que l'objectif fixé par l'ONU est de 0,7 p. 100. Ce sera le niveau le plus bas depuis les années 1960 et les nations industrielles, dont le Canada fait partie, viennent de s'engager à accroître l'aide officielle au développement, lors du récent sommet mondial pour le développement social, tenu à Copenhague. Quelle hypocrisie.

J'aimerais maintenant aborder les coupures au ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration. À cause des hausses draconiennes des frais reliés à l'immigration, la réunification des familles deviendra de plus en plus difficile. La taxe la plus odieuse dans ce domaine est la taxe à l'immigration. Dorénavant, tous les adultes qui voudront immigrer au Canada devront déboursier 975 \$, en